

SOCIÉTÉ LAPEYRE ET C<sup>ie</sup>; concession de *Saint-Santin-Cantalès*); X, 368.

DÉCISION au contentieux du Conseil d'Etat, du 12 juin 1901, rejetant une requête à fin d'annulation d'un arrêté du conseil de préfecture du département de l'Aveyron, du 9 juin 1900. Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs : contentieux électoral (Election du s<sup>r</sup> MIRABEL; circonscription du *Parc*, des mines de *Cransac*); X, 318.

— 10 juillet 1901, rejetant une requête à fin d'annulation d'un arrêté du conseil de préfecture du département du Var, du 18 mars 1897. Redevance proportionnelle sur les mines. Admission, pour le calcul de cette redevance, des dépenses et des plus-values afférentes à la préparation mécanique des minerais (*affaire SOCIÉTÉ DES MINES DES BORMETTES*; redevance de l'exercice 1896); X, 370.

— 12 juillet 1901, annulant un arrêté du conseil de préfecture du département de la Savoie, du 28 juillet 1900. Redevance pour fonds de garantie (article 25 de la loi du 9 avril 1898

sur les accidents du travail): Décharge accordée à tort à un concessionnaire de mines à raison de l'exploitation de la concession (*affaire BRUNIER*; mines de *Montchabert*); X, 371.

DÉCISION au contentieux du Conseil d'Etat, du 3 août 1901, modifiant un arrêté du conseil de préfecture du département du Pas-de-Calais du 25 mars 1899. Recherches de mines : indemnité due pour travaux de recherches antérieurs à la concession, exécutés par un explorateur évincé et consistant en un sondage ayant donné des renseignements utiles (*affaire SOCIÉTÉ DES MINES DE LA CLARENCE contre COMPAGNIE DES MINES DE FERFAY*); X, 373.

— 6 novembre 1901, annulant partiellement un arrêté du conseil de préfecture du département du Pas-de-Calais, du 27 décembre 1899. Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs : Eligibilité d'un candidat domicilié dans une commune sur laquelle s'étend l'ensemble des circonscriptions délimitées par le même arrêté préfectoral (Election des s<sup>rs</sup> LEMAL ET BEUGNET; circonscription de la fosse n<sup>o</sup> 5 des mines de *Bully-Grenay*); X, 377.

## QUATORZIÈME SECTION

### AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Avis du Conseil d'Etat, du 5 août 1896, sur les mesures qui peuvent être prises pour la conservation d'une source d'eau minérale,

ayant fait l'objet d'une concession, comme source d'eau salée, conformément à la loi du 17 juin 1840; V, 566.

NOTE du Conseil d'Etat, du 26 juillet 1892, ordonnant une nouvelle analyse des eaux minérales de la source de *Challes* (Savoie)

et une nouvelle instruction de la demande en déclaration d'intérêt public; IV, 543.

## QUINZIÈME SECTION

### DÉCISIONS DU TRIBUNAL DES CONFLITS

DÉCISION du tribunal des conflits, du 4 août 1900. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer, des minerais de fer superficiels sis à l'intérieur de la concession. Question préjudicielle à trancher: minerais faisant partie de la mine concédée ou de la minière réservée au propriétaire de la surface. Compétence de l'autorité administrative (*affaire GUINEBERTIÈRE ET HARVIN contre COMPAGNIE DES MINERAIS DE FERMAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID*; mines de *Bou-Hamra*); IX, 487.

DÉCISION du tribunal des conflits, du 4 août 1900. Exploitation par le concessionnaire d'une mine de fer, des minerais de fer superficiels sis à l'intérieur de la concession. (Même question que dans la précédente affaire; mêmes parties; mines des *Karézas*); IX, 494.

— 4 août 1900. *Idem* (Même question). (*affaire BEN-YACOUR contre la même société*); IX, 497.

## SEIZIÈME SECTION

### ARRÊTS DE LA COUR DE CASSATION

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, du 27 janvier 1885 (*chambre civile*). Tarissement de sources occasionné par l'exploitation souterraine d'une mine; responsabilité de l'exploitant (*affaire BALLY contre DE LÉPINERAYS*); IV, 21.

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, du 11 juillet 1892 (*chambre civile*). Exploitation d'une carrière sous des chemins vicinaux; prescription de l'action civile en réparation du dommage [*affaire Commune de SAINT-LÉGER-DES-VIGNES (Nièvre) contre BERTILLOT et consorts*]; II, 17.

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, du 6 août 1892 (*chambre criminelle*). (Les *Annales* donnent par erreur la date du 6 avril 1892). Règlements intérieurs de mines homologués par le préfet; approbation ministérielle non nécessaire en vertu de la loi du 27 juillet 1880 et du décret du 25 septembre 1882; I, 294.

— 16 mai 1893 (*chambres réunies*). Redevances tréfoncières; contestations entre les redevanciers et les concessionnaires de la mine; sursis jusqu'à l'interprétation par la juridiction administrative, de l'ordonnance ayant déterminé les règles applicables à ces redevances (*affaire* CONSORTS ARGAUD *contre* COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOLIERE ET FIRMINY); II, 349.

— 3 juin 1893 (*chambre civile*). Appareils à vapeur; conditions d'emplacement de chaudières installées en 1879, avec l'assentiment du propriétaire voisin, conformément aux prescriptions du décret alors en vigueur du 25 janvier 1865; situation régulière (*affaire* PONCELET ET LAGET *contre* époux GOUTINES); II, 420.

— 3 juin 1893 (*chambre des requêtes*). Accident de mine; action civile; interruption de la prescription par une reconnaissance tacite de la dette. (*affaire* MALBOS *contre* COMPAGNIE DES MINES DE BESSÈGES); II, 503.

— 21 novembre 1893 (*chambre des requêtes*). Ouvrier mineur; congédiement sans délai; dommages-intérêts dus (*affaire* MOCHÉ *contre* COMPAGNIE DES MINES D'ANICHE); II, 581.

— 22 novembre 1893 (*chambre des requêtes*). Redevances tréfon-

cières; cessation de l'exploitation de la mine entraînant la suspension des redevances; exploitation par remblais (*affaire* SOCIÉTÉ CIVILE DES TRÉFONDS *contre* exploitants de la mine de MONTAUD); III, 67.

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, du 12 décembre 1893 (*chambre civile*). Cité ouvrière appartenant à un exploitant de mines; stationnement dans une rue en dépendant; atteinte au droit de propriété (*affaire* SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS *contre* DILLY); II, 588.

— 7 avril 1894 (*chambre civile*). Redevances tréfoncières; application des clauses y relatives, de l'ordonnance du 30 août 1820 instituant la concession de mines de houille de Roche-la-Molière et Firminy (*affaire* CONSORTS ARGAUD *contre* COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOLIERE ET FIRMINY); III, 385.

— 24 avril 1894 (*chambre civile*). Chemin de fer d'intérêt local; accident survenu sur un passage à niveau que la C<sup>ie</sup> avait été dispensée de munir de barrières; absence de responsabilité (*affaire* TABARY *contre* COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER ÉCONOMIQUES); III, 501.

— 24 juillet 1894 (*chambre des requêtes*). Mines; travaux antérieurs à la cession d'une concession de mines; dommages en provenant; responsabilité du cédant (*affaire* SOCIÉTÉ ANONYME DES HOUILLÈRES DE RIVE-DE-GIER *contre* SOCIÉTÉ ANONYME DES MINEURS DU GIER); III, 507.

— 26 novembre 1894 (*chambre des requêtes*). Caisse de secours d'ouvriers mineurs (loi du

29 juin 1894); nomination des membres du conseil d'administration; rejet d'un pourvoi pour absence de moyens présentés (application du règlement du 28 juin 1738); (*affaire* PLOTTON; SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE BEAUBRUN); III, 552.

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, du 18 février 1895 (*chambre des requêtes*). Caisse de secours d'ouvriers mineurs (loi du 29 juin 1894); nomination de membres du conseil d'Administration; contentieux électoral (*affaire* SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES D'ANICHE); IV, 89.

— 20 mars 1895 (*chambre des requêtes*). Caisse de secours d'ouvriers mineurs (loi du 29 juin 1894); nomination de membres du conseil d'administration; application de l'article 41 de la loi précitée (*affaire* SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE CRANSAC); IV, 92.

— 25 avril 1895 (*chambre des requêtes*). Indivisibilité d'une concession de mines; validité d'un contrat visant le fractionnement des produits (*affaire* COMPAGNIE DES MINES DE MONTMARBERT *contre* COMPAGNIE DE LA RICAMARIE et CONSORTS AGUILLON ET SOVIGNET); IV, 478.

— 21 juin 1895 (*chambre criminelle*). Bateaux à vapeur; contravention aux règlements tombant sous l'application de la loi du 21 juillet 1856; complicité (*affaire* bateau à vapeur GÉDÉON-COUDERT); V, 429.

— 3 juillet 1895 (*chambre des requêtes*). Empiètement des travaux d'une concession de mines sur une concession voisine; réparation du préjudice causé,

distinct du fait d'enlèvement des produits et non soumis à la prescription triennale (*affaire* SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE *contre* SCHNEIDER ET C<sup>ie</sup>); IV, 425.

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, du 24 juillet 1895 (*chambre des requêtes*). Caisse de secours d'ouvriers mineurs (loi du 29 juin 1894); nomination des membres du conseil d'administration; question de l'éligibilité des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (*affaire* SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE BÉTHUNE; élection du s<sup>r</sup> BEUGNET); IV, 407.

— 2 mars 1896 (*chambre des requêtes*). Caisse de secours d'ouvriers mineurs; nomination et renouvellement des membres du conseil d'administration; application de l'article 42 de la loi du 29 juin 1894 (*affaire* SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE LENS); V, 333.

— 2 mars 1896 (*chambre des requêtes*). Caisse de secours d'ouvriers mineurs; nomination et renouvellement des membres du conseil d'administration; application des articles 41 et 43 de la loi du 29 juin 1894 (*affaire* SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE LENS); V, 339.

— 2 mars 1896 (*chambre des requêtes*). Caisse de secours d'ouvriers mineurs; nomination des membres du conseil d'administration; incompétence du juge de paix du canton sur lequel s'étend en partie la circonscription, mais ne comprenant pas la commune où ont été centralisées les opérations électorales (*affaire* SOCIÉTÉ DE SECOURS DES MINES DE LENS); V, 344.

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, du 11 mars 1896 (*chambre civile*). Déggradations à la surface par suite de l'exploitation souterraine d'une mine; irrecevabilité d'offres d'indemnités représentant la dépréciation des terrains devenus impropres à recevoir des constructions; responsabilité des dommages ultérieurs (*affaire RINCHEVAL contre SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS*); V, 23.

— 8 mai 1896 (*chambre criminelle*). Bateaux à vapeur; contravention aux règlements tombant sous l'application de la loi du 21 juillet 1856; complicité (*affaire bateau à vapeur « GÉDÉON COUDERT »*); V, 431.

— 6 juin 1896 (*chambre civile*). Mines; dommages causés à la propriété superficielle par suite d'une interdiction d'irriguer; calcul de l'indemnité due au simple montant du préjudice; inapplicabilité de l'article 43 de la loi des 21 avril 1810-20 juillet 1880 (*affaire époux MOUROT contre COMPAGNIE DES HOULLIÈRES D'AHUN*); V, 474.

— 8 juillet 1896 (*chambre des requêtes*). Dommages causés par l'exploitation souterraine d'une mine. Immeubles atteints par un affaissement du sol; travaux d'exhaussement imposés à l'exploitant (*affaire DELASSUS contre COMPAGNIE DES MINES DE LIÉVIN*); V, 498.

— 1<sup>er</sup> mai 1897 (*chambre criminelle*). Exploitation de phosphates de chaux en Algérie; inapplicabilité du décret du 12 octobre 1895 aux carrières ouvertes avant la promulgation de ce décret; VI, 416.

— 14 janvier 1898 (*chambre*

*criminelle*). Carrière; défaut de déclaration; caractère successif de cette contravention; VII, 73.

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, du 13 mars 1899 (*chambre civile*). Mines de fer concédées en Algérie; revendication par des propriétaires du sol de gisements superficiels; appel en garantie de l'Etat, vendeur des terrains de surface (*affaire époux JUMEL de NOIRETERRE contre COMPAGNIE DES MINÉRAIS DE FER MAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID*); VIII, 439.

— 13 novembre 1899 (*chambre des requêtes*). Mines; droits d'inventions; droits réglés par l'acte de concession (*affaire CARBONNEL contre SCHMID*); IX, 61.

— 12 décembre 1899 (*chambre civile*). Mines; dommages causés à un édifice ayant été construit sur un terrain vendu avec clause de non-garantie (*affaire GOUTHIERE contre SCHNEIDER ET C<sup>ie</sup>*); IX, 62.

— 13 mars 1900 (*chambre civile*). Mines; dommages à la surface provenant de travaux antérieurs à la concession; non-responsabilité du concessionnaire actuel (*affaire CLARARD contre COMPAGNIE DES MINES DE MONTRAMBERT*); X, 146.

— 24 octobre 1900 (*chambre civile*). Concession de mines; validité d'un traité passé avec les propriétaires du sol antérieurement à l'acte de concession (*affaire consorts NICOLAS contre COMPAGNIE DES MINES DE LA LOIRE*); IX, 513.

— 20 novembre 1900 (*chambre civile*). Redevances tréfoncières; interprétation des actes administratifs réglant la nature et la quotité de ces redevances; renvoi à statuer par l'autorité com-

pétente (*affaire SOCIÉTÉ CIVILE DES TRÉFONDS contre COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOLLIÈRE ET FIRMINY*); IX, 515.

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION,

du 17 janvier 1901 (*chambre criminelle*). Appareils à vapeur; contravention aux règlements; application de l'article 7 de la loi du 21 juillet 1856; X, 208.

## DIX-SEPTIÈME SECTION

## ARRÊTS DE COURS D'APPEL

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Nîmes, du 14 janvier 1873. Tarissement de sources occasionné par l'exploitation souterraine d'une mine; terrains où naissent les sources appartenant au concessionnaire de la mine (*affaire VILLESÈCHE contre COMPAGNIE DES FORCES ET FONDERIES D'ALAIS*); IV, 16.

— 3 août 1881. Poitiers. Tarissement de sources occasionné par l'exploitation souterraine d'une mine; responsabilité civile de l'exploitant (*affaire BALLY contre LÉPINERAYS*); IV, 19.

— 4 mai 1889. Bourges. Exploitation d'une carrière sous des chemins vicinaux; prescription de l'action civile (*affaire COMMUNE DE SAINT-LÉGER-DES-VIGNES (Nièvre) contre BERTILLOT et consorts*); II, 16.

— 20 novembre 1889. Lyon. Accident survenu dans une mine; responsabilité de l'exploitant nonobstant le fait que le travail au cours duquel l'accident s'est produit était confié par entreprise à un tiers; fixation de l'in-

demnité due (*affaire FRÉRY contre SOCIÉTÉ DES HOULLIÈRES DE SAINT-ETIENNE*); I, 303.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Lyon, du 5 février 1891. Expropriation d'un terrain occupé par un concessionnaire de mines [*affaire SOCIÉTÉ DES HOULLIÈRES DE SAINT-ETIENNE contre L'ÉTAT (manufacture d'armes de Saint-Etienne)*]; I, 254.

— 5 mars 1891. Aix. Appareils à vapeur; chaudières installées en 1879, avec l'assentiment du propriétaire d'un immeuble contigu, conformément au décret alors en vigueur, du 25 janvier 1865; situation régulière opposable au nouveau propriétaire de l'immeuble (*affaire PONCELET et LAGET contre époux GOUTINES*); II, 418.

— 26 juin 1891. Montpellier. Règlement intérieur de mines homologué par le préfet; question d'approbation ministérielle; I, 292.

— 6 juillet 1891. Nîmes. Accident de mine; action civile; in-